



Article du site de l'Université Populaire de Bordeaux

<http://upbordeaux.fr/Economie-de-l-offre-economie-de-la>

Date de mise en ligne : mardi 10 février 2015

Economie de l'offre, économie de la demande

Ci dessous, le texte de la conférence René Di Roberto dans le cadre de la chaire "Comprendre la dette et le pouvoir de la finance"

Introduction : Que désigne t-on par ces termes d'offre et demande ?

On essaiera d'abord de lever quelques confusions qui entourent la question du marché, de l'offre et de la demande. Il faut partir du fait qu'en économie la vision selon laquelle il y aurait un marché où viennent s'échanger des marchandises entre ceux qui veulent en vendre et ceux qui veulent en acheter est une vision très répandue, même chez ceux qui s'opposent théoriquement à la vision libérale de l'économie. Ainsi, nous avons tous en tête l'idée que les échanges mettent en rapport deux ou plusieurs personnes qui ont un intérêt différent (l'un de vendre, l'autre d'acheter, l'un de gagner le plus possible, l'autre de dépenser le moins possible...etc.). Et nous admettons spontanément que cette divergence des intérêts se résout parce qu'il y a un marché où ces personnes vont pouvoir se rencontrer et réaliser leur objectif particulier (cela pourra être le marché de Rungis, l'épicier de la rue ou le Bon coin). Cette représentation d'une rencontre d'intérêts différents mais qui vont finalement s'ajuster grâce au marché est au cœur de toute la représentation économique dite « classique » qui va du 18^{ème} siècle à nos jours. Cette représentation, on l'admettra, décrit l'économie comme un univers froid, sans affect, sans passion, où tout se mesure à l'aune de ses besoins et de son pouvoir d'achat. Or, on sait bien, de par nos pratiques quotidiennes, que l'échange économique n'est pas toujours aussi froid et impersonnel que ce que racontent les économistes. On va souvent faire ses courses dans tel magasin parce que la relation entre le vendeur et nous y est « sympathique » (cf. A. Smith, *Théorie des sentiments moraux*, 1756) (cf. la socioéconomie de Durkheim à Granovetter)... Mais notons aussi que nous avons tous en tête l'idée que les échanges économiques sont nécessairement des relations marchandes c'est-à-dire qui ont un prix. Hors du prix, point d'économie ! Ce que démentent évidemment nombre de sociétés (« primitives » ? mais pas seulement) où la plupart des échanges sont basés sur la relation sociale sans qu'ils aient nécessairement un prix. Du coup, sont exclus de la sphère économique toute activité qui n'est pas marchande, qui n'a pas de prix. D'où la difficulté des économistes à penser le travail ménager, encore largement exercé par les femmes, ou la difficulté à comprendre ce qui est de l'ordre du « don » (cf. le collectif MAUSS : mouvement antiutilitariste en Sciences Sociales, qui publie une revue sur ces questions). On peut même dire que plus la Science économique a progressé, plus s'est imposée l'idée que l'échange était nécessairement monétaire et qu'il avait ce que j'appellerai un prix de résolution. Le risque d'une telle position, c'est alors de confondre les deux registres qui sont celui du prix et celui de la monnaie. 2^{ème} confusion : on associe souvent dans nos têtes, la demande avec la dépense. Si je demande des biens ou des services, alors je dépense de l'argent pour les obtenir. Du coup, la dépense s'écrit en négatif, on oublie de voir le gain que l'on peut avoir en dépensant. Ceci est particulièrement

flagrant dans la question très actuelle des déficits publics. La chasse aux dépenses publiques devient générale sans distinguer les dépenses utiles ou les investissements dans l'avenir et les dépenses dont on pourrait se passer.

Le débat : économie de l'offre ou de la demande ?

Ce débat semble avoir tourné aujourd'hui au profit de la priorité donnée à l'offre. Mais que l'on penche vers cette priorité ou vers celle de la demande, on a le sentiment que ces choix s'imposent au nom d'un principe de réalité. Il faudrait faire une politique de l'offre parce que la situation l'exige. L'offre, aujourd'hui, comme la demande hier, et peut-être demain, serait nécessaire au nom d'un pragmatisme bien compris. Combien de fois entend-on dire par exemple : « on ne peut pas faire autrement à cause de la mondialisation ». La mondialisation est érigée au rang de contrainte extérieure sur laquelle il n'y aurait aucune prise. L'argument de la réalité et du pragmatisme fait alors totalement perdre de vue le fait que tel ou tel choix sont des choix « idéologiques » au sens propre du mot, c'est-à-dire des choix qui renvoient à un corpus d'idées. En gros, l'idéologie libérale pour ceux qui privilégient l'offre, l'idéologie interventionniste pour ceux qui privilégient la demande. Schématiquement, privilégier l'offre signifie que l'on donne aux entreprises qui travaillent sur le territoire national les moyens de mettre sur le marché des produits compétitifs, c.à.d. moins chers que ceux de leurs concurrents (internationaux en particulier). Ce qui veut dire, en clair, réduire les coûts de production, en particulier les « charges* » salariales (salaires + cotisations sociales) et réduire la fiscalité. L'idée est qu'alors, libérées d'une part de leurs charges, en particulier celles qui pèsent sur le travail déqualifié, les entreprises vendront davantage et, du coup, envisageront d'investir et d'embaucher. Un « cercle vertueux » se mettrait alors en place et permettrait la sortie du chômage. Privilégier la demande est une démarche complètement opposée. Ici, on pense que la reprise de l'économie ne peut venir qu'à condition que des consommateurs et des investisseurs aient les moyens de consommer et d'investir, ce qui conduira les entreprises à augmenter leurs volumes de production et, in fine, à embaucher. Ce débat a été au cœur de la discussion économique depuis très longtemps. Je retracerai l'histoire de ce débat qui est aussi l'histoire de la pensée économique dans la mesure où la pensée économique s'est articulée sur la confrontation entre ceux qui mettaient l'offre à l'origine du circuit économique et ceux qui y mettaient la demande. *La notion de charges salariales fait oublier que les cotisations sociales que l'on paie ne sont pas des cadeaux que ceux qui travaillent font à ceux qui perçoivent des « prestations » mais le juste retour d'ascenseur pour ceux qui ont cotisé pour couvrir les risques de l'existence (maladie, vieillesse, accidents, ...etc.), de la leur ou de celle des autres. Ce système qui définit la protection sociale est un choix d'une société solidaire, la solidarité définissant une société moderne. I- L'ECONOMIE COMME UN CIRCUIT OÙ L'OFFRE CREE LA DEMANDE L'idée que l'économie est un circuit entre la production de biens, la création de revenus, et la dépense est une idée qui apparaît très tôt dans la pensée économique. Déjà les philosophes grecs définissent l'économie comme la manière dont se produisent, se distribuent et se dépensent les richesses. Cette idée d'un circuit économique va être formalisée de façon rigoureuse par l'économiste de l'école physiocratique (physis=nature ; kratos=pouvoir) François Quesnay en 1766 dans son « Tableau économique ». Quesnay pensait que seule la classe des agriculteurs était productive, les autres classes de la société étant « stériles ». Les agriculteurs produisent un « surplus » ce qui leur permet, en investissant ce surplus (FQ parlait d' « avances », première formulation du capital) de faire travailler les autres classes de la société qui, étant stériles, ne peuvent que reconstituer les avances qu'elles ont faites. A la fin du 18ème siècle apparaît ce que l'on a appelé l'école classique en économie :

- ▶ d'abord Adam Smith (1723-1790) qui publie en 1776 un livre considéré comme le premier ouvrage de Sciences Economiques, « Essai sur la nature et les causes de la richesse des nations ». Smith pose le premier l'idée qu'il existerait un équilibre spontané entre l'offre et la demande (de toutes choses) car il existerait une « main invisible » qui assurerait cet équilibre sans qu'aucune intervention extérieure ne soit nécessaire, et, en particulier, l'intervention de l'Etat. La main invisible de Smith est une parabole poétique de l'idée de marché qui s'exprimera sans fioriture avec l'école néoclassique au 19ème siècle.
- ▶ D'autres économistes après A. Smith, tout en acceptant l'idée de non intervention des pouvoirs publics dans le

réglage économique, seront moins optimistes qu'A. Smith. Ainsi, David Ricardo (1772-1812) ou Thomas Malthus (1766-1834). D. Ricardo énoncera ce pessimisme de l'équilibre à long terme dans son concept d' « état stationnaire ». Que dit-il ? La croissance démographique étant plus importante que la croissance économique, il faut mettre de plus en plus de terre en culture pour alimenter l'augmentation de population. Dès lors, la terre devenant plus rare, elle devient plus chère. Ce qui conduit à transférer de plus en plus d'argent dans les poches des propriétaires fonciers. Et ce qui diminue l'argent des salariés et des entrepreneurs, c'est-à-dire, in fine, l'argent qui va vers la consommation et vers l'investissement. A long terme, se profile donc un état stationnaire, un arrêt de la « croissance », les rentiers bloquant la machine économique et les flux entre l'offre et la demande. Thomas Malthus sera encore plus radical puisque, selon lui, le seul moyen d'enrayer cet accaparement des richesses serait de limiter la croissance démographique ; « Au banquet de la nature, pas de place pour les pauvres ».

► A la même époque, un économiste français va retrouver la voie de l'optimisme grâce à la démonstration que sur un marché, l'offre et la demande s'égalisent forcément. Jean Baptiste Say (1767-1832) formulera en 1803 dans un ouvrage intitulé « Traité d'économie politique » une loi qui va faire couler beaucoup d'encre : la loi des débouchés. Elle exprime que lorsque l'on produit des biens et des services, on produit, au même moment les revenus qui vont permettre d'acheter ces richesses. Loi que l'on peut énoncer de la façon suivante : l'offre crée sa propre demande. PRODUCTION 'REVENUS'DEPENSE'PRODUCTION 'etc. D'où vient cette possibilité d'un équilibre automatique entre ce qui est offert et ce qui est demandé ? J.B.Say le dit ainsi : « Il est bon de remarquer qu'un produit terminé offre, dès cet instant, un débouché à d'autres produits pour tout le montant de sa valeur. En effet, lorsque le dernier producteur a terminé un produit, son plus grand désir est de le vendre, pour que la valeur de ce produit ne chôme pas entre ses mains. Mais il n'est pas moins pressé de se défaire de l'argent que lui procure sa vente, pour que la valeur de l'argent ne chôme pas non plus. Or, on ne peut se défaire de son argent qu'en demandant à acheter un produit quelconque. On voit donc que le fait seul de la formation d'un produit ouvre, dès l'instant même, un débouché à d'autres produits. » Dans cette analyse, plusieurs conséquences importantes apparaissent : 1) la monnaie a un statut de neutralité totale : on ne peut pas garder de l'argent pour ce qu'il représente lui-même ; l'argent n'est pas désirable en lui-même, il n'est qu'un « voile » monétaire qui recouvre les marchandises et qui permet de les échanger les unes contre les autres. 2) Ce statut de neutralité de la monnaie a une importance considérable dans la vision classique de l'économie et amène à une deuxième conséquence : on ne doit pas créer de monnaie plus vite qu'on ne crée de produits car on risquerait de créer seulement de l'inflation. La création de monnaie par la Banque Centrale par exemple n'a que des effets « nominaux ». Elle se traduira seulement sur les étiquettes de prix des produits. Elle n'aura en aucun cas des effets « réels », c.à.d. des effets sur les volumes de marchandises produites. 3) Le progrès économique ne peut pas venir de l'augmentation de la demande ; il ne peut pas se faire en injectant des liquidités dans les poches des demandeurs. Il ne peut venir que d'une stimulation de la production, d'un soutien de l'offre puisque c'est l'offre qui crée la demande et non l'inverse. Ce que l'on appelle « économie de l'offre » réside ainsi entièrement dans ces quelques croyances. Ce n'est pas dans la période actuelle qu'on a découvert ce principe de l'antériorité de l'offre sur la demande, c'est déjà au cœur de la pensée économique classique de la fin du 18ème et du début du 19ème siècle. Dans la dernière partie du 19ème siècle, les économistes libéraux, qu'on appellera les « néoclassiques » continueront à défendre cette idée d'un équilibre spontané. Plusieurs différences entre ce nouveau courant et les « classiques » : d'abord, cette économie sera beaucoup plus formalisée, elle prendra un caractère très mathématique (plus de 2000 équations pour démontrer la théorie d'un équilibre général sur tous les marchés) ; ensuite, l'équilibre ne viendra pas du fait que les revenus achètent la production comme dans la loi des débouchés. Il y a équilibre parce qu'il y a toujours un prix qui ajuste l'O et la D. Mais classiques et néoclassiques convergent dans l'idée d'un ajustement automatique des marchés, cet automatisme dispensant l'Etat de toute intervention. Ainsi, pour nous résumer, depuis très longtemps, la pensée économique s'est intéressée principalement à la question de l'équilibre (la question de la croissance est une question très récente) et les économistes « classiques » puis « néoclassiques » ont affirmé que le marché suffisait à produire cet équilibre. L'Etat n'a pas sa place dans des fonctionnements économiques qui relèvent soit de la magie de la main invisible, soit de la capacité des gens à se débarrasser de la monnaie qui leur brûle les doigts.

II, LA CONTESTATION DE L'ÉQUILIBRE ET DE LA LOI DES DÉBOUCHÉS

La crise des années 1930 va apporter un démenti flagrant à ce qu'énonçait la théorie économique standard* : une surproduction de biens industriels qui n'arriveront pas à trouver leurs débouchés, une demande insuffisante du fait d'un pouvoir d'achat insuffisant, un renoncement des entreprises à des investissements qui ne rapportent plus assez, une crise financière par la faillite des entreprises et des banques, un chômage massif...C'est dans ce contexte que le principe d'une économie de la demande va être énoncé par un économiste anglais génial : John Maynard Keynes. Il serait injuste de penser cependant que l'on ait du attendre Keynes pour une contestation de ce principe de débouchés automatiques (Loi de Say). Bien avant Keynes, dès le milieu du 19ème siècle, les économistes socialistes avaient montré que l'économie de marché de type capitaliste conduisait nécessairement au chaos, au déséquilibre, à la crise.

*On appelle théorie « standard » la théorie néoclassique dans la mesure où cette théorie s'est constituée, armée de tout un arsenal de modèles, de concepts et d'instruments formalisés, et s'est imposée dans la gestion économique pendant une période beaucoup plus longue que les autres cadres d'analyse, ceux-ci n'ayant fait figure que de parenthèses dans la longue histoire du monde.

1- Les socialistes On ne parlera pas de tous ceux qui s'inscrivent dans ce champ. Leur portée ainsi que leur approche ont été très variées, beaucoup de choses séparant par exemple Owen, St Simon, Fourier, Bakounine, etc. Retenons : Pierre-Joseph Proudhon (1869-1865) par exemple, dont on sait le combat contre la propriété privée censée dérober aux travailleurs la valeur qu'ils ont créée. « Si j'avais à répondre à la question suivante : Qu'est-ce que l'esclavage ? et que d'un seul mot je répondisse : c'est l'assassinat, ma pensée serait d'abord comprise. Je n'aurais pas besoin d'un long discours pour montrer que le pouvoir d'ôter à l'homme la pensée, la volonté, la personnalité, est un pouvoir de vie et de mort, et que faire un homme esclave, c'est l'assassinat. Pourquoi donc à cette autre demande : Qu'est-ce que la propriété ? ne puis-je répondre de même : c'est le vol, sans avoir la certitude de n'être pas entendu, bien que cette seconde proposition ne soit que la première transformée ? » (Qu'est ce que la propriété, 1840). Pour Proudhon, il y a une contradiction entre le travail des salariés et la manière dont ils sont payés : leur travail est collectif et permet de produire plus que la somme de ce que produirait chacun individuellement : un individu ne peut faire en 10 heures ce que font 10 individus en 1 heure. Or le patron paye ces ouvriers individuellement et vole donc le surplus que leur collectif a produit. Proudhon peut ainsi déclarer : « la propriété, c'est le vol ». Cet écart entre la valeur produite et les capacités de consommation des travailleurs ouvre alors la possibilité d'une crise. Mais la formulation la plus aboutie de la crise du capitalisme viendra de Karl Marx (1818-1883). Marx montrera que le capitalisme est un système économique donné à un moment de l'histoire mais qu'il ne pourra se reproduire indéfiniment car il est le siège de plusieurs contradictions. L'une de ces contradictions est celle entre la capacité de production que le capitalisme peut mettre en oeuvre grâce à la rationalisation du processus de travail et la sous-consommation ouvrière liée à l'insuffisance des salaires, amputés par ce qu'il appellera la « plus-value ». Pour Marx, en effet, il n'y a de surproduction, ce que tous les économistes libéraux étaient amenés à admettre, que parce qu'il y a sous-consommation. Dès lors ce système est miné par cette contradiction fondamentale que Marx appelait « baisse tendancielle du taux de profit » : le capitalisme ne peut augmenter sans cesse son profit qu'à condition d'accroître sans cesse son capital (suraccumulation). Mais en accroissant sans cesse son capital, il voit sans cesse son taux de profit diminuer. (Expliquer avec exemple d'un capital placé en banque qui rapportera toujours moins si le taux d'intérêt baisse, sauf à augmenter sans cesse la somme déposée). Dans la perspective socialiste, l'offre de produits n'est donc pas suffisante à garantir sa demande.

2- La révolution keynésienne 1929 : éclate la crise la plus profonde de l'histoire du capitalisme. Elle commence par un krach boursier où la valeur des titres boursiers s'effondre suite à une panique qui s'empare des spéculateurs. Cette crise boursière se prolonge d'une crise économique sans précédent : entre 1929 et 1934, le PIB industriel des Etats Unis se réduit d'un tiers. Les revenus des salariés s'effondrent, le chômage s'envole (plus de 10% aux Etats-Unis en 1934, le commerce extérieur se contracte, les frontières se ferment. La crise, au départ américaine, va se propager à l'ensemble du monde industrialisé. La France, l'Allemagne, la Grande Bretagne seront touchées un peu plus tard mais aussi fortement. Emerge alors une pensée économique provocante car elle va remettre en question la façon dont est pensée l'économie. C'est la pensée de John Maynard Keynes qui va s'imposer à tous les gouvernements d'après guerre. Qui est Keynes ? " Naissance le 5 juin 1883 dans une famille aisée et cultivée (père

: économiste à Cambridge ; mère : féministe et maire de la ville) " Etudes de statistiques et de mathématiques ; il découvre l'économie en 1906 en préparant un concours. " Fréquente le groupe de Bloomsbury, cercle de jeunes bourgeois intellectuels non-conformistes. Epouse une danseuse en 1925. " A 28 ans rédacteur en chef de la revue « The economic journal » et rejoint le Trésor britannique pendant la guerre. " Devient célèbre en 1919 en écrivant « Les conséquences économiques de la paix » (dénonciation des exigences des alliés). " En 1930, publication du « Traité sur la monnaie » (sur l'inflation). " En 1936, « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie »

Que dit Keynes ? Face à l'ampleur de la crise, Keynes commence par critiquer son caractère conjoncturel. La crise est une crise des structures. Elle n'est pas liée à quelques dysfonctionnements provisoires, elle est inscrite dans le fonctionnement même du capitalisme de cette époque. Alors que les économistes libéraux continuent à penser le chômage comme le résultat d'une trop grande exigence des salariés en matière de rémunération et d'allocations de chômage qui pérennisent le chômage car elles empêchent l'offre de travail des travailleurs à la situation (cf. Arthur Cecil Pigou qui fut le professeur de Keynes), L'économiste anglais soutient, lui, que c'est l'insuffisance des salaires qui explique la crise. Le premier point d'appui théorique de Keynes sera une critique de la loi des débouchés de J.B. Say. On se rappelle que, pour Say, l'offre créant sa propre demande, il ne saurait y avoir que des problèmes d'offre (compétitivité insuffisante des entreprises, niveau trop élevé des rémunérations). Pour Keynes, rien ne garantit que l'offre trouve à s'écouler. D'abord, la production n'est pas nécessairement toute vendue et ne donne pas nécessairement des revenus équivalents à la valeur de cette production. Ensuite, quand bien même toute la production serait écoulee et donnerait lieu à des revenus, rien ne garantit que les revenus soient tous dépensés par les acteurs économiques. Pourquoi ? Keynes énonce ici une loi, « loi psychologique fondamentale » qu'on peut résumer ainsi : quand le revenu augmente dans la poche des gens, leur consommation augmente mais moins vite, i.e. que les hauts revenus ont une propension à consommer leur surplus de richesse moins forte que celle des bas revenus. Ils ont par contre une plus grande propension à épargner ce surplus. Conclusion de Keynes : si l'on veut relancer la machine économique, il faut, non pas augmenter les revenus uniformément car ceux des riches iront se constituer en rentes ; il faut augmenter d'abord les plus bas revenus. Keynes renverse donc l'ordre libéral des choses : ce n'est pas l'offre qui crée la demande mais la demande qui fait l'offre. En effet, les entrepreneurs ne mettent en oeuvre que la capacité de production qu'ils pensent pouvoir vendre. S'ils s'attendent à une demande effective faible, alors ils refuseront de produire des biens qui ne rapporteront rien ...et qui, même leur coûteront. Dans ce cas, le chômage augmentera car les entrepreneurs n'embaucheront que la main d'oeuvre nécessaire pour répondre à la demande, ce qui est logique dans une économie non socialiste. Le sous-emploi n'est pas alors la conséquence de la rigidité des exigences salariales (Pigou) mais au contraire la conséquence de salaires trop faibles pour les plus pauvres. Keynes devient, grâce à cette démonstration, le penseur de la social-démocratie. Reprenant l'idée de Bismarck, il considère que le meilleur moyen d'éviter le socialisme, c'est de faire du social. Keynes aborde alors, et c'est son deuxième point d'appui, la question de la monnaie et du financement des activités, plus précisément la question du taux d'intérêt. Que pense un entrepreneur au moment de faire le choix d'investir ? Qu'il investira si ce que lui rapporte son investissement est supérieur à ce qu'il lui coûte. Or, ce que lui coûte l'investissement est fonction des taux d'intérêt exigés par les banquiers : si ces taux sont élevés, l'investissement coûtera plus cher que ce qu'il rapporte. Donc, l'entrepreneur n'investira pas. Keynes recommande alors aux gouvernants (qui, à l'époque, ont le pouvoir de fixer les taux bancaires) de baisser les taux d'intérêt pour rendre le crédit plus accessible. Autrement dit, Keynes est favorable à la création de monnaie car la monnaie a un pouvoir d'expansion de l'économie alors que l'orthodoxie libérale a toujours prêché que la monnaie ne devrait pas être émise à un rythme supérieur à celui de l'activité économique (théorie de la « monnaie-voile ». Enfin, le 3ème point d'appui de la théorie keynésienne portera sur la question de l'intervention de l'Etat, plus généralement des Administrations publiques. Alors que pour les économistes néoclassiques, l'Etat ne doit pas intervenir dans les mécanismes du marché et se cantonner à ses missions régaliennes, Keynes va affirmer la nécessaire intervention de l'Etat. Pourquoi ? Parce que le marché n'est pas en mesure de réaliser tout seul les ajustements et l'équilibre économiques. A preuve : la crise des années 1930. L'Etat ne doit pas se contenter d'être le gardien des institutions, celui qui fournit la police, la défense nationale et la justice. Il doit être l'horloger de l'économie. Il doit avoir une fonction de régulation. C'est-à-dire relancer l'économie en phase de récession et la refroidir dans les phases de surchauffe inflationniste, ce que les anglais appelleront la politique de « stop & go ». Et pour l'heure, relancer l'économie. Comment ? Grâce aux 2 armes de politique conjoncturelle que sont la politique budgétaire et la politique monétaire. Sur le plan monétaire, faire baisser les taux d'intérêt, sur le plan budgétaire, mettre en place des programmes de dépenses publiques pour soutenir la demande.

Le risque n'est-il pas alors, le creusement des déficits publics que les libéraux redoutent tant ? Pour Keynes, le déficit peut être « sans pleurs » selon le mot de J. Rueff. Il est le prix à payer pour retrouver l'expansion. Pour Keynes, le déficit public ne doit pas être analysé comme un échec comptable mais comme une arme de la politique économique que les gouvernants ont à leur disposition. Le déficit des finances publiques était pour Keynes d'autant moins dangereux que, grâce au mécanisme que les économistes ont appelé « multiplicateur », la dépense publique aura un effet de multiplication des revenus, source à la fois de croissance économique nationale et de recette publique, à la double condition que : 1) Les revenus n'aillent pas se dépenser à l'étranger 2) Les impôts soient correctement prélevés

III- Le retour du libéralisme

1979 Thatcher, 1980 Reagan, le monde va résolument tourner le dos à la politique de la demande inspirée par Keynes et appliquée dans les « 30 glorieuses ». Ces nouveaux gouvernements vont s'appuyer sur des économistes néo ou ultralibéraux qui, derrière la variété de leurs analyses, ont un point idéologique commun : le retour aux stricts mécanismes du marché et l'arrêt des interventions de l'Etat, l'orthodoxie budgétaire et monétaire, la critique des politiques keynésiennes et de l'inflation qu'elles sont supposées avoir engendrée. Ces nouvelles théories auront une chapelle : l'école de Chicago, dite « monétariste » et son prêcheur prix Nobel d'économie 1976 : Milton Friedman. Friedman commence par une provocation : « nous sommes tous des keynésiens...mais à court terme ». A long terme, dont Keynes disait « on sera tous morts », Friedman dit que oui, nous serons morts car étouffés par l'incohérence des politiques keynésiennes. Qu'ont fait les politiques de la demande ? Elles ont créé des revenus de façon artificielle c.à.d. ne reposant pas sur de la création de richesse mais sur la création de monnaie. A court terme, l'abondance de monnaie fait croire à tous qu'on s'est enrichi. Donc tous dépensent, l'Etat le premier. A moyen terme, tous s'aperçoivent que cet enrichissement n'était que « nominal », monétaire, mais qu'il ne permettait pas d'acheter plus parce que les prix avaient aussi augmenté. Donc, une fois dissipée l'illusion monétaire, tous reviendront à des comportements moins dépensiers, les entreprises débaucheront le personnel excédentaire et le chômage augmentera. De plus comme il est plus facile de faire monter les prix que de les faire descendre, on aura et le chômage et l'inflation : c'est la stagflation, caractéristique de la fin des années 1970 et début des années 1980. Face à cette menace, il est urgent de revenir à une rigueur monétaire (pas d'augmentation de la masse monétaire plus grande que l'augmentation des richesses produites) et à la rigueur budgétaire. Ce sont les « économistes de l'offre » qui préciseront cette question budgétaire. Le mot a été forgé par un journaliste américain en 1980, Jude Wanniski... "Les pauvres sont devenus gras et heureux, les riches se sont appauvris. C'est pour ça que nous sommes dans un tel pétrin. Tout le monde veut être pauvre, parce que ça présente tellement d'avantages !" Jude Wanniski Courant qui regroupe des figures comme A. Laffer ou David Friedman, le fils. Leur principal argument porte sur les impôts qui sont censés freiner la croissance économique. Ainsi George Gilder dans *Richesse et Pauvreté*⁷ va même plus loin : « les politiques sociales constituent l'obstacle principal à la croissance économique. [...]L'aide aux chômeurs, aux divorcés, aux déviants et aux prodiges ne peut que les inciter à se multiplier et constitue une menace pour la société ». Arthur Laffer proposera une courbe qui porte son nom et qui prétend expliquer que plus le taux de fiscalité est élevé, moins les travailleurs acceptent de renoncer au loisir et, en conséquence, moins la recette fiscale sera grande. Cette injonction à réduire l'impôt sera mise en oeuvre dans la politique de Reagan (la reaganomaic's). Enfin, une autre variante du néolibéralisme sera celle de l'ordolibéralisme dont l'Allemagne sera un des plus grands défenseurs. L'acte de naissance de ce néolibéralisme est le colloque Walter Lippmann qui se tient à Paris à l'Institut International de Coopération Intellectuelle (ancêtre de l'Unesco) du 26 au 30 août 1938, cinq mois après l'Anschluss le 12 mars (annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie) et 1 mois avant les accords de Munich des 20-29 septembre 1938 (qui vont sceller la mort de la Tchécoslovaquie). Deux tendances se manifestent dans ce colloque : d'un côté, des conservateurs soutenus par Hayek et son professeur Von Mises, Lionel Robbins et J. Rueff ; de l'autre, des modernistes qui appellent à un « interventionnisme libéral ». Pour les premiers, la grande crise s'explique par les entorses au libéralisme classique ; pour les seconds, tels A. Von Rüstow par son application intransigeante. L'ordolibéralisme, version allemande du néolibéralisme est né dans les années 1930 à Fribourg. En opposition au nazisme, l'ordolibéralisme est une doctrine de transformation sociale qui en appelle à la responsabilité des hommes pour refonder un ordre libéral après les errements du totalitarisme. L'ordo, c'est-à-dire l'organisation qui soit à la fois

capable de fonctionner et qui soit digne de l'homme, dit Von Eucken, c'est l'économie de marché. Mais alors que les premiers libéraux avaient conclu à la non intervention de l'Etat, les ordolibéraux font de la concurrence libre un objectif politique. La politique conjoncturelle est admise à condition qu'elle obéisse à la règle institutionnelle suprême de la stabilité des prix et du contrôle de l'inflation. La loi de 1957 qui stipule l'indépendance de la Banque centrale fournira un bon exemple de l'orientation ordolibérale : sa mission doit être la stabilité des prix et la sauvegarde de la monnaie. La politique expansionniste de type keynésien est donc à proscrire car elle est accusée de rigidifier les marchés et de favoriser l'inflation. Il s'agit d'institutionnaliser l'économie de marché dans la forme d'une « constitution économique » : cette constitution, Eucken et Erhard, qui deviendra Chancelier, la nomment « la décision fondamentale ». Son principe : un système de prix de concurrence parfaite comme principe de politique économique.